

que j'ai pour ceux qui ont charge de démonter notre machine de guerre et de préparer le pays aux œuvres de paix.

En maintes occasions durant la guerre, des orateurs et des écrivains se sont écriés: "Nous devons gagner la paix". Or, il me semble que le discours du trône peut être pris comme une déclaration bien nette du Gouvernement dans ce sens: gagner la paix. Des vingt-deux principaux paragraphes qu'il contient, ce discours en comporte dix-neuf qui font directement ou indirectement allusion à la législation projetée en vue de gagner la guerre ou de gagner la paix. A coup sûr, il équivaut à un bill sur les enjeux de la guerre. Sur le front civil, il fait remarquer que nous avons une double tâche à accomplir. La première consiste à faire face aux demandes urgentes de vivres pour nourrir des millions d'affamés; la seconde, à établir de façon permanente des relations amicales et de bon voisinage et des pratiques commerciales raisonnables entre les différentes nations, et grâce auxquelles on espère établir une paix internationale durable.

Je suis certain que les producteurs canadiens sauront répondre aux demandes d'aliments pour sauver les populations de la famine et pour fournir le nécessaire à ceux qui ne sont pas suffisamment nourris et cela de façon aussi généreuse que notre peuple a accepté le fardeau de la guerre. Ici, sur ce sol privilégié où, sous l'impulsion de la guerre, nous avons accru notre production industrielle dans des proportions étonnantes; nous sommes capables de produire des vivres bien au delà du volume actuel. Si nos gens ne se rendent pas suffisamment compte du besoin urgent de vivres ou s'ils ont tendance à se dire que leur tâche est terminée maintenant que la guerre est finie, et s'il y a danger que nous ralentissions nos efforts, je propose que nous lancions une campagne nationale ayant pour devise: "Vivres et production—Production et vivres", afin que le peuple comprenne l'urgence des besoins alimentaires. Quand le pays a eu besoin du nerf de la guerre pour remporter la victoire, le peuple a su répondre aux appels. Ne peut-il pas agir de même quand il faut des vivres pour gagner la paix? Nous avons le sol voulu et la nature se montre généreuse. Mettons-nous donc à l'œuvre!

Je ne puis abandonner cette question des vivres et de l'alimentation sans faire allusion aux conditions qui règnent actuellement en Angleterre. Selon les journaux et d'après des lettres que nous recevons d'amis et de parents outre-mer, nous connaissons la pénurie qui règne là-bas et les restrictions nouvelles imposées aux ménagères dans le régime alimentaire quotidien. Grâce à l'abondance dont il jouit, j'ai confiance que le peuple cana-

dien recommandera et approuvera toutes les mesures requises pour faire parvenir tous les aliments qu'il peut trouver afin de varier le menu monotone d'un peuple qui, avec si peu pour se soutenir, a supporté un si lourd fardeau pendant si longtemps. Nous devrions envoyer à l'Angleterre chaque livre d'aliments dont nous pouvons disposer.

Quant à la seconde tâche, celle d'établir les fondements permanents en vue de relations cordiales et heureuses entre les nations, chaque Canadien bien pensant est bien résolu et fort désireux de voir à ce que son jeune pays joue un rôle important et de premier plan dans la formation, l'établissement et la coordination de tous les organismes destinés à assurer la paix et la sécurité dans l'univers. Personne ne contredira le point de vue du Gouvernement quand il dit que le retour à la normale dépend du rétablissement des relations commerciales et de la marche du commerce international. La décision du Gouvernement d'accélérer un tel redressement économique en encourageant notre commerce d'exportation par l'apport de crédits généreux à nos alliés afin de leur permettre l'achat de produits canadiens, recevra l'approbation de toutes les parties du pays.

Je suis heureux de constater que, conformément à ce programme, le discours du Trône mentionne une entente en vertu de laquelle on a accordé des crédits de \$1,250,000,000 à la Grande-Bretagne. Une telle entente, je veux croire, servira à perpétuer et à étendre les importants rapports commerciaux et les relations d'affaires qui ont toujours affermi nos liens constitutionnels avec le Royaume-Uni. Depuis les premiers jours de la colonisation en Amérique du Nord britannique, à commencer par la traite des fourrures, les Iles britanniques ont toujours constitué un marché d'exportation stable pour les produits canadiens. Des ports de l'Atlantique et du Pacifique, de même que des ports du Saint-Laurent, des navires chargés des produits de la forêt, du sol et de la ferme ont fait voile, d'année en année, pour les ports britanniques. Je sais que toutes les parties du pays sont profondément intéressées au commerce britannique, mais je parle particulièrement à titre de représentant des Provinces maritimes en rappelant aux membres ce que cela représente pour nous. Depuis les jours de la construction des navires en bois et de l'exploitation du bois de pin, nous avons fait ce commerce, et aujourd'hui nos exportations de bois de construction, de bois de soutènement, de pommes et d'autres denrées à la Grande-Bretagne ont atteint un volume substantiel. Le commerce avec le Royaume-Uni est une question vitale

I/hon. M. BURCHILL.